

Renvoyer les migrants, le nouveau défi des Vingt-Huit

UE Les ministres de l'Intérieur se sont retrouvés jeudi en Autriche

- Objectif : mettre en œuvre l'accord conclu au sommet européen.
- La dimension extérieure prend clairement le pas sur les questions intérieures.
- L'Autriche entend bien marquer le « tournant » sécuritaire de la politique migratoire.

INNSBRUCK (AUTRICHE)
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

La réunion fut beaucoup plus apaisée qu'on aurait pu le penser tenant compte des déclarations (antérieures) des uns et des autres. » Plusieurs autres participants ou témoins du conseil informel des ministres des Affaires intérieures à Innsbruck en Autriche ce jeudi s'affichaient aussi soulagés que le ministre français Gérard Collomb. C'est dire si on avait craint le pire de cette rencontre, la première à laquelle participaient ceux qui ont défrayé la chronique européenne et migratoire ces dernières semaines : l'Italien Matteo Salvini, patron de la Ligue et dont la première décision spectaculaire comme ministre de l'Intérieur a été d'interdire l'accès aux ports italiens à l'Aquarius et aux bateaux chargés de migrants sauvés en mer ; et le Bavarois Horst Seehofer, nouveau ministre allemand qui a failli faire tomber le gouvernement Merkel, sur fond de désaccord en matière de politique migratoire.

Ce conseil ministériel UE de l'Intérieur était aussi le premier sous présidence autrichienne, le titulaire du poste Herbert Kickl étant l'une des figures de proue du parti d'extrême droite FPÖ.

« On attend surtout de voir comme les Autrichiens vont se positionner », nous confiait avant la rencontre un haut fonctionnaire européen, encore secoué par la première version d'un document de travail truffé de références racistes, que la présidence autrichienne avait soumis aux 28 gouvernements la semaine dernière.

Concrètement, ce conseil informel devait entamer la mise en œuvre d'un « ac-

cord » sur la politique migratoire que les 28 chefs d'Etat ou de gouvernement ont conclu il y a quinze jours après 8 heures de dur débat, lors de leur dernier sommet. Des « conclusions » qui recouvrent les trois dimensions de la politique migratoire européenne : le contrôle des frontières extérieures, la dimension externe (la collaboration avec les pays d'origine et de transit) et la dimension intérieure (en clair : la réforme du système d'asile, dont le règlement de Dublin). Mais beaucoup soupçonnent les Autrichiens de mettre en œuvre leur vision, partagée avec les pays où les partis de droite dure ou d'extrême droite pèsent dans les gouvernements, d'une politique axée sur la dimension extérieure et l'étanchéisation des frontières maritimes du Sud.

Le contraste est frappant entre les slogans orientés avant la réunion et les torrents d'eau tiède déversés ensuite à la presse

Au final, le contraste était frappant entre les slogans orientés qui avaient précédé la réunion et les torrents d'eau tiède déversés lors des déclarations à la presse sur « l'excellent esprit » et « la bonne et franche discussion » dans laquelle, selon tous les témoins entendus par *Le Soir*, aucun des nouveaux venus n'a reproduit les discours tonitruants tenus à l'extérieur. Mais selon le secrétaire d'Etat belge à la Migration Theo Francken (N-VA), dont les comptes rendus ne s'avèrent jamais incorrects, « il est clair qu'il y a eu un tournant en faveur des aspects extérieurs » de la problématique migratoire, a-t-il expliqué au *Soir*. C'est-à-dire en faveur de l'approche globale autrichienne.

En dépit des assurances, y compris autrichiennes, que l'on tentera d'avancer sur la réforme du cadre européen de l'asile, bloquée depuis deux ans, c'est bien la question des nouveaux « centres » de migrants qui occupe tous les esprits. A commencer par les « plateformes de débarquement » que les Européens souhaiteraient voir installées sur les côtes africaines.

A quoi serviraient ces centres où les bateaux ramèneraient des migrants sauvés

en mer, plutôt que de les amener sur le sol européen ? On y effectuerait un tri opéré entre réfugiés admissibles et les migrants qui n'ont pas droit à l'asile. Mais après ? « *Pas question d'y laisser les migrants demander l'asile pour l'Europe, cela ferait appel d'air* », soutient-on côté autrichien. Mais alors quoi ? Le flou reste encore confondant sur ces centres de débarquement, dont la Commission européenne est censée négocier le principe et les modali-

tés avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, et les pays hôtes. « *Dimitris, c'est à toi de faire avancer cette idée !* », lançait au commissaire européen Avramopoulos le ministre allemand Seehofer, un grand sourire aux lèvres. Prochaine étape : le 20 septembre, lorsque les chefs d'Etat ou de gouvernement se retrouveront pour une rencontre informelle sur le sujet, à Strasbourg... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

« CENTRES DE RETOUR »

Un concept douteux

L'idée d'autres types de centres continue de flotter dans l'air : celle de « centres de transit » qui seraient situés en Europe mais hors UE, et où cette dernière renverrait les migrants irréguliers et n'ayant pas droit à l'asile. Un concept plus que douteux sur le plan du droit international et humanitaire, et qui n'est pas repris dans les orientations arrêtées par les chefs d'Etat ou de gouvernement des 28. « *Je n'ai entendu personne s'élever contre cette idée* », assurait encore Theo Francken (N-VA), qui reconnaissait qu'elle n'est pas portée par l'UE en tant que telle, mais plutôt par quelques pays dont l'Autriche. Plus encore que pour les « centres de débarquement » sur les côtes africaines, les promoteurs de cette idée n'en cachent pas trop l'objectif : en faire des outils de dissuasion ou un incitant aux retours volontaires « *car tant que l'illégalité reste une option, le retour volontaire au pays n'est pas attractif* ».

J. KZ